

**PRÉFECTURE DE L'ORNE**

**ARRETE**

**Société CARRIER Carrosserie**

**Communes d'Alençon et Damigny**

**LE PRÉFET DE L'ORNE**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU**

- le Code de l'environnement et notamment ses titres 1er et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R541-43 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces ;
- l'arrêté ministériel du 07 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques ;
- l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation primitif du 28 octobre 1961 et l'arrêté préfectoral du 02 mai 1966 autorisant l'extension de l'établissement, pour les activités suivantes : le travail des métaux, les ateliers d'application et de cuisson des peintures et vernis, le dépôt d'acétylène dissous, un atelier de menuiserie, le dépôt de liquides inflammables, peintures et vernis, les dépôts de liquides inflammables en réservoir souterrains ;

- les récépissés de déclaration des 21 novembre 1964, 23 février 1965, 1<sup>er</sup> décembre 1976 et 6 août 1984 pour l'exploitation de deux réservoirs souterrains supplémentaires, d'un dépôt d'oxygène liquide et d'un atelier de moulage de polyester.
- la demande présentée le 5 avril 2007 complétée le 16 mai 2007 par la société CARRIER Carrosserie dont le siège social est situé 59, Avenue Victor Hugo 75116 Paris en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter ses installations de fabrication de carrosseries pour transport de personnes et notamment une installation de dégraissage alcalin d'une capacité maximale de 10 m<sup>3</sup> sur les territoires des communes d'Alençon et de Damigny au sein de son usine située 181 rue d'Argentan, BP 158, 61000 Alençon ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- la décision en date du 19 septembre 2007 du président du tribunal administratif de Caen portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- l'arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2007 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 7 novembre au 10 décembre 2007 inclus sur le territoire des communes d'Alençon, de Damigny et de Valframbert ;
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur ;
- les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Alençon, de Damigny ainsi que de Valframbert ;
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- l'avis en date du 14 novembre 2007 du conseil d'hygiène et de sécurité du travail de l'usine d'Alençon de la société CARRIER Carrosserie ;
- le rapport et les propositions en date du 11 août 2009 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 21 septembre 2009 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

#### **CHAPITRE 1.1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société CARRIER Carrosserie représentée par son directeur général dont le siège social est situé 59, avenue Victor Hugo 75116 Paris est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'Alençon, au 181 rue d'Argentan ainsi que sur le territoire de la commune de Damigny, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

###### **Article 1.1.2.1 – Abrogations**

L'arrêté préfectoral d'autorisation primitif du 28 octobre 1961 et l'arrêté préfectoral du 02 mai 1966 autorisant l'extension de l'établissement ainsi que les récépissés de déclaration des 21 novembre 1964, 23 février 1965, 1<sup>er</sup> décembre 1976 et 6 août 1984 sont abrogés.

##### **ARTICLE 1.1.3 – INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2565	2.a	A	<b>Revêtement métallique ou traitement</b> (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaques chimique, vibroabrasion, ...) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, ...) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibroabrasion).	Ligne de traitement de surface : - dégraissage alcalin : un bain d'une capacité de 5 m <sup>3</sup> ; - conversion : un bain d'une capacité de 5 m <sup>3</sup> .	Volume des cuves de traitement	V>1500	l	10000	l
2940	2.a	A	<b>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque</b> (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par tout autre procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction, ...).	Application de peinture par pulvérisation (4 cabines de peinture) : cabine TUNZINI, cabine WANSON, cabine accessoires et cabine THERMAK associées à 3 étuves de cuisson : - puissance totale de 5,5275 MW. - consommation maximale de peintures : 5000 kg/jour	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	Q>100	kg/j	5000	kg/j
1432	2	D	<b>Liquides inflammables</b> (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	2 citernes enterrées de fioul domestique simple paroi de 40 et 50 m <sup>3</sup> soit une capacité équivalente de 18 m <sup>3</sup> stockage de liquides inflammables en fûts et en bidons : - catégorie C : 4,7 m <sup>3</sup> ; - catégorie B : 23 m <sup>3</sup> . Soit une capacité totale équivalente de 42 m <sup>3</sup>	Capacité équivalente totale	10<V≤100	m <sup>3</sup>	42	m <sup>3</sup>
2560	2	D	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b>	Emploi de 34 machines d'usinage (presses, tours, scies à ruban, cisailles, poinçonneuse, ...)	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes	50<P≤500	kW	248,5	kW
2920	2.b	D	<b>Réfrigération ou compression (installations)</b> fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques.	- 3 compresseurs à air d'une puissance totale de 155 kW 3 groupes frigorifiques d'une puissance totale de 24,2 kW	Puissance absorbée	50<P≤500	kW	179,2	kW
1220	/	NC	Emploi et stockage d'oxygène	9 bouteilles d'oxygène pour la soudure	Masse maximale	M<2	t	0,13	t
1412	2	NC	<b>Gaz inflammables liquéfiés</b> (stockage en réservoirs manufacturés) à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature.	30 bouteilles de propane de 13 kg (carburants des chariots élévateurs) et 16 l d'aérosols	Masse totale	M≤6	t	0,66	t
1418	/	NC	<b>Stockage ou emploi de l'acétylène</b>	9 bouteilles de 7,8 kg pour la soudure	Masse totale	M<100	kg	70	kg

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1510	/	NC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des),	Halls 6 et 8 affectées aux stockage des matières premières et pièces détachées (polystyrène, pneus, planchers en bois,...) dont le volume total est de 17783 m <sup>3</sup>	Masse de matières combustibles	M ≤ 500	t	0,406	t
1530	/	NC	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Papier, carton (rouleau papier pour peinture, papier bulle) Plancher en bois des cars	Masse stockée	M ≤ 1000	m <sup>3</sup>	10,91	m <sup>3</sup>
1611	/	NC	Emploi ou stockage d'acides (acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide)	Stockage d'acide sulfurique pour le traitement de surface	Masse maximale totale	Q < 50	t	2	t
1630	B	NC	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique B. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium)	Stockage de soude pour le traitement de surface	Masse totale	M < 100	t	2	t
2575	/	NC	emploi de matières abrasives telles que sable, corindon, grenailles métalliques, etc..., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage.	Emploi de meules, tapis de ponçage et tourets	puissance installée des machines fixes	P ≤ 20	kW	19	kW
2663	1	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane,...	Stockage de polystyrène	Volume	V < 200	m <sup>3</sup>	100	m <sup>3</sup>
2663	2	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères 2. A l'état non alvéolaire ou expansé et pour les pneumatiques,...	Stockage d'accessoires de plastiques et pneumatiques	Volume	V < 1000	m <sup>3</sup>	140	m <sup>3</sup>
2910	A	NC	Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322B4 A Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse	1 étuve de séchage TUNZINI après le traitement de surface : 1,047 MW ; en projet : une nouvelle étuve de séchage après le traitement de surface d'une puissance de 350 kW	puissance thermique de l'installation	P ≤ 2	MW	1,397	MW
2925	/	NC	Ateliers charge d'accumulateurs	2 chargeurs de batteries	Puissance de courant continu utilisable	P ≤ 50	kW	9,36	kW

A : autorisation, D : déclaration, NC : non classable.

## ARTICLE 1.2.2 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
Alençon	Section AL n° 102, 231 à 237, 240, 269
Damigny	Section AE, n° 8

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de l'établissement joint au présent arrêté (annexe 1).

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation reste inférieure à 54679 m<sup>2</sup> dont 24749 m<sup>2</sup> sont occupés par des bâtiments et 5460 m<sup>2</sup> d'espaces verts.

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de véhicules de transport en commun de personnes. La production maximale de véhicules de cette catégorie est de 500 par an.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations citées à l'article 1.2.1 est organisé de la façon suivante :

Usinage et carrosserie (halls 1 et 2 « ateliers mécano-soudure » et hall 5 pour partie « débit usinage, prototype, maintenance »)

Ces ateliers comprennent notamment les machines permettant l'obtention d'une caisse d'autocar (cisaillages, presses, tours, fraiseuses, plieuses, perceuses, scies à ruban, machineuses soudeuses, meules, tapis de ponçage, ...).

Atelier de traitement de surface avant de peinture « dégraissage et conversion » et atelier de peinture (hall 3)

Cet atelier comprend :

- une installation de traitement de surface comprenant les installations suivantes :
  - cabine mixte de dégraissant alcalin (cuve d'alimentation de 5 m<sup>3</sup>, le bain étant chauffé à 75 °C) et de rinçage double cascade par pulvérisation ainsi qu'une cabine mixte de conversion (cuve d'alimentation de 5 m<sup>3</sup>) et de rinçage par pulvérisation,
  - étuve de séchage avec brûleur alimenté au gaz, d'une puissance de 0,350 MW, température à l'intérieur de l'étuve de 80 à 100°C ;
- 4 cabines d'application de peinture liquide par pulvérisation associées à 3 étuves ou tunnels de cuisson et de séchage (combustible utilisé : le gaz naturel).

Atelier d'assemblage des cars (halls 4 et 5) : cet atelier comprend 3 lignes d'assemblage.

Maintenance et stockage de déchets dangereux (hall 10) : ce hall comprend également quelques machines d'usinage.

Atelier finition (hall 7) : pose des options supplémentaires, retouches de peinture à l'aide d'une cabine de peinture et de cuisson (cabine thermak).

Stockages (halls 6, 8 et 9) : dans les halls 6 et 8 sont stockées les pièces détachées et les matières premières. Les produits « dangereux » (peintures, diluants, colles, produits utilisés dans le cadre de l'activité de traitement de surfaces, ...) sont stockés quant à eux dans le hall 9.

## **CHAPITRE 1.3 – CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.3.1 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 – DUREE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 1.5.1 – PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2 – MISE A JOUR DES ETUDES DES DANGERS ET D'IMPACT**

Les études des dangers et d'impact sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3 – EQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4 – TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations classées visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.5 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Il s'assure que toutes les pièces du dossier prescrites à l'article 2.6 du présent arrêté lui sont remises et le cas échéant, qu'il dispose de toutes les informations nécessaires à la constitution du bilan décennal de fonctionnement.

#### **ARTICLE 1.5.6 – CESSATION D'ACTIVITE**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et doit comprendre notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la coupure des énergies (eau, gaz et électricité) ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 à 77 du Code de l'environnement.

En cas de cessation définitive d'activité, même partielle, conduisant à la libération de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage :

- lors de la notification adressée au préfet, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions ;
- l'exploitant transmet en outre au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, comprenant notamment :
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer,
  - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Lorsque la cessation d'activité concerne des installations relevant de la TGAP « à l'exploitation », l'exploitant a 30 jours pour effectuer sa déclaration de cessation d'activité aux douanes avec copie à l'inspection des installations classées et la taxe due est immédiatement établie.

#### **ARTICLE 1.5.7 – VENTE DES TERRAINS**

En cas de vente des terrains, l'exploitant est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ces installations.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

## **CHAPITRE 1.6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **CHAPITRE 1.7 – RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant devra respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

L'exécution des travaux, de diagnostics, de fouilles ou mesures éventuelles de conservation, prescrits par ailleurs au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à tous travaux de terrassement (y compris phase de découverte) dans les limites foncières correspondant aux activités autorisées par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.8 – SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement pourront être appliquées.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **HAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1 – OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments ainsi que les éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2 – CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit pour l'ensemble des installations des consignes d'exploitation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, en particulier pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **CHAPITRE 2.2 – RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ....

#### **CHAPITRE 2.3 – INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

##### **ARTICLE 2.3.1 – PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

##### **ARTICLE 2.3.2 – ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

#### **CHAPITRE 2.4 – DANGER OU NUISANCE NON PREVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

#### **CHAPITRE 2.5 – INCIDENTS OU ACCIDENTS**

##### **ARTICLE 2.5.1 – DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 – RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les dossiers d'extension, de modification ou de régularisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;
- le plan de gestion des solvants demandé par l'article 28.1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié susmentionné aux établissements consommant plus de 1 tonne de solvant par an.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **CHAPITRE 2.7 – RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION**

**ARTICLE 2.7.1 :** L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

<b>Articles</b>	<b>Documents à transmettre</b>	<b>Périodicités/échéances</b>
1.7.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de mise à l'arrêt définitif d'une installation classée ou de cessation d'activité sur le site.
3.2.6	Plan de gestion des solvants	Tous les ans
7.1.1	Rapport d'examen de l'efficacité énergétique	Quinquennale
10.3.2.1	Rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses sur les émissions atmosphériques et sur les rejets aqueux	Annuelle
10.3.2.2	Déclaration annuelle relative au suivi des déchets dangereux	Annuelle
10.4.1	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle – avant le 1 <sup>er</sup> avril de l'année

---

## **TITRE 3 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1 – DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2 – POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3 – ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4 – VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), régulièrement et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.5 – EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, ...).

### **CHAPITRE 3.2 – CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 3.2.1.1 :** Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches, ...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir, à aucun moment, siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

**Article 3.2.1.2 :** Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### **ARTICLE 3.2.2 – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES**

L'identification des numéros de conduits lorsqu'ils sont mentionnés ci-après figure sur le plan 100489 du dossier de demande d'autorisation susmentionné.

### Article 3.2.2.1 : Installations du procédé de fabrication (cabines de peintures et de séchage)

Implantation	N° de conduit	Installations raccordées	Puissance en kW	Combustible	type
Cabine TUNZINI					
Hall 3	3N06 à 3N14 (COV)	Tunnel de peinture (application)	1350	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air de type make up/groupe d'air n°1
Hall 3		Tunnel de peinture (application)	1350	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air de type make up/groupe d'air n°2
Hall 3	3N16 et 3 N18 (fumée gaz), 3 N15 et 3 N17 (COV)	Tunnel de peinture (cuisson)	Inférieure à 2 MW	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air
Cabine WANSON					
Hall 3 (Hall 4 pour les rejets 4 S02 à 4 S04)	- 3 N22 : fumée gaz sur four ; - 4 S02 à 4 S04 (COV).	Tunnel de peinture (application)	930	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air de type make up/groupe d'air n°1
		Tunnel de peinture (application)	930	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air de type make up/groupe d'air n°2
		Tunnel de peinture (application - four)	350	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air four de cuisson
Cabine ACCESSOIRES					
Hall 3	3 S 23 et 3 S24 (COV)	application	Inférieure à 2 MW	Gaz naturel	
Hall 3	3 S 25 (COV) et 3 S26 (fumée gaz)	Four	350	Gaz naturel	Brûleur
Cabine THERMAK					
Hall 7	7 S01 (COV), 7S03 (fumée gaz)	Cabine de peinture THERMAK	Position pistolage : 11,5 ; Position cuisson : 256	Gaz naturel	Brûleur en veine d'air

#### Pollution atmosphérique

##### 3.2.2.1.1 : Entretien des installations

Le réglage et l'entretien de chaque installation mentionnée précédemment se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

##### 3.2.2.1.2 : Rejets dans l'air

Les appareils de combustion concernés doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

### Article 3.2.2.2 : Installation de traitement de surface

Implantation	conduits (extrateurs)	Puissance en kW	Combustible
Hall 3	Conduit de rejet des vapeurs issues du local technique abritant l'installation de traitement de surface et du tunnel de dégraissage associé	/	/
	Conduit de rejet des gaz de combustion issus du brûleur associé au bain de dégraissage (1)	300	Gaz naturel

- (1) les dispositions des points 3.2.2.1.1 et 3.2.2.1.2 du présent arrêté sont applicables au conduit de rejet des gaz de combustion issus du brûleur associé au bain de dégraissage.

### 3.2.2.3 : Etuve de séchage associées à l'installation de dégraissage/conversion

Implantation	Conduits	Puissance en kW	Combustible
Hall 3	Conduit (s) de rejet des vapeurs	/	/
	Conduit de rejet des gaz de combustion issus du brûleur (1)	350	Gaz naturel

- (1) les dispositions des points 3.2.2.1.1 et 3.2.2.1.2 du présent arrêté sont applicables au conduit de rejet des gaz de combustion issus du brûleur.

### ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS GENERALES DE REJET

Installations	Hauteur minimale (en mètres)	Diamètres en mètres	Débit nominal en m <sup>3</sup> /h		Vitesse mini d'éjection en m/s
Installation de traitement de surface	15	0,71	Local technique seul	Local technique + tunnel de dégraissage (5 mn/heure)	11,5
			4600	16400	
Etuve de séchage associée	12	0,45	5240		9,15

### ARTICLE 3.2.4 – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les valeurs limites en concentration énoncées dans le présent article et les volumes de gaz sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou sur gaz humides (cas de l'installation de séchage) ;

#### Article 3.2.4.1 : Cabines de peintures

Dispositions spécifiques pour les COV non méthaniques pour les installations liées à l'activité pour le revêtement sur véhicules réalisées dans les cabines de peinture (application, séchage, cuisson), la consommation de solvants étant supérieure à 15 tonnes par an

La valeur limite d'émission totale (1),(2) exprimée en poids total de composés organiques par mètre carré de surface revêtu et en masse totale de composés organiques par carrosserie d'automobile revêtu mentionnée ci-après doit être respectée :

- 290 g/m<sup>2</sup>.

- (1) La surface revêtue étant définie comme suit : La surface totale de l'aire calculée sur la base de la surface de revêtement électrophorétique totale et de l'aire de toutes les parties éventuellement ajoutées lors d'étapes successives du traitement qui reçoivent le même revêtement que celui utilisé pour le produit en question ou l'aire totale du produit traité dans l'installation.

L'aire de la surface de revêtement électrophorétique est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$\frac{2 \times \text{poids total de la coque}}{\text{épaisseur moyenne de la tôle} \times \text{densité de la tôle}}$$

Cette méthode est appliquée également pour d'autres parties en tôle.

La conception assistée par ordinateur ou d'autres méthodes équivalentes sont utilisées pour le calcul de l'aire des autres parties ajoutées ou de l'aire totale traitée dans l'installation.

La valeur limite d'émission totale se rapporte à toutes les étapes des opérations qui se déroulent dans la même installation, de l'application par électrophorèse ou par tout autre procédé de revêtement jusqu'au polissage de la couche de finition, ainsi qu'aux solvants utilisés pour le nettoyage du matériel, y compris la zone de pulvérisation et autre équipement fixe, tant pendant la durée de production qu'en dehors de celle-ci.

- (2) dans le cas où la consommation en solvants deviendrait inférieure ou égale à 15 t par an, les dispositions suivantes sont applicables :

« La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m<sup>3</sup>. La conformité à cette valeur est déterminée sur la base de mesures moyennes quart horaires (concentration en O<sub>2</sub> de référence de 3 %).

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée ».

#### Autres COV

Dans les rejets canalisés, en cas de présence de substances à phrase de risque R45, 46, 49, 60, 61 dans les produits utilisés, la valeur limite d'émission est de 2 mg/N.m<sup>3</sup> en COV (concentration en O<sub>2</sub> de référence de 3 %), si le flux horaire maximal de l'ensemble des installations relevant de la rubrique 2940, émis sous forme canalisée et diffuse, est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite s'applique à chaque rejet canalisé et à la somme massique des différents composés. En cas de mélange de composés visés et non visés ci-dessus, la valeur limite de 2 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés ci-dessus.

#### **Article 3.2.4.2 : Installation de traitement de surface et étuve de séchage associée**

Conduit de rejet des vapeurs issues du local technique abritant l'installation de traitement de surface et du tunnel de dégraissage associé :

Paramètres	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	21 %
Poussières	40
SO <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub>	100
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	200
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF exprimé en F	2
HCl	50
Alcalins exprimés en OH	10
NH <sub>3</sub>	30
Mn	5
Ni	0,1
Zn	5

### ARTICLE 3.2.5 – QUANTITES MAXIMALES REJETEES

#### Article 3.2.5.1 : Quantités maximales rejetées pour certaines substances

Substances	Flux annuel maximal en tonnes par an
Acétate de n-butyle	20
xylène	15
Acétate de 2-méthoxyméthylène	11
toluène	9
acétone	7

### ARTICLE 3.2.6 – PLAN DE GESTION DES SOLVANTS

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

## **TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1 – PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1 – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> )	
			Horaire	Journalier
Réseau public	Alençon	2000	2	15

#### **ARTICLE 4.1.2 – PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT**

Les installations ne doivent, du fait de leur conception ou de leur réalisation pas être susceptibles, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles ainsi que le réseau alimentant les deux robinets d'incendie armés et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Le choix du dispositif disconnecteur associé aux robinets d'incendie armés devra être validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours et prendre en compte les éventuels additifs utilisés.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes applicables.

### **CHAPITRE 4.2 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1 – DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.2.2 – PLAN DES RESEAUX**

Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour notamment

après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Il doit faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.2.3 – ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée pour des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux (préparations ou substances dangereuses) à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### **ARTICLE 4.2.4 – PROTECTION DES RESEAUX**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.3 – TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1 – IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et notamment : eaux collectées dans les bassins d'orage et de confinement visés à l'article 8.6.8.2 du présent arrêté, eaux utilisées pour la vérification de l'étanchéité des autocars ;

- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées qui se répartissent en :
  - eaux usées domestiques provenant, notamment, des cuisines, buanderies, lavabos, douches, toilettes et installations similaires,
  - eaux résiduaires industrielles : eaux de procédé, eaux de lavages des sols, concentrats de compresseurs, eaux résiduaires après épuration interne, eaux de purge des circuits de refroidissement...

## **ARTICLE 4.3.2 – COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **Article 4.3.2.1 : généralités**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. Les rejets dans les puits absorbants sont notamment interdits.

### **Article 4.3.2.2 : suppression des puisards**

Après la mise en place du réseau de collecte des eaux pluviales et des dispositifs de traitement associés prévus à l'article 4.3.3.2 du présent arrêté, les cinq puisards existants devront être condamnés afin de supprimer tout risque de pollution des eaux souterraines par les infiltrations des eaux de surface par tout déversement accidentel de produit polluant.

## **ARTICLE 4.3.3 – GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

### **Article 4.3.3.1 : généralités**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

### **Article 4.3.3.2 : eaux pluviales**

Toutes les eaux pluviales y compris celles susceptibles d'être polluées sont collectées dans un réseau séparatif des autres eaux usées générées dans l'établissement et transitent, à l'exception de la portion des eaux pluviales de toiture déviées vers la station des essais d'étanchéité des cars, par un ou plusieurs débourbeurs-déshuileurs avant de se déverser dans les bassins qui servent de bassins d'orage et de confinement visés aux articles 4.3.9 et 8.6.8.2 du présent arrêté puis, dans le réseau de collecte communal des eaux pluviales.

La superficie des toitures est de 21 544 m<sup>2</sup>, celle des zones imperméabilisées (une partie des voies de circulation et aires de stationnement) de 17 043 m<sup>2</sup>.

La superficie des secteurs restant à imperméabiliser (aires de circulation et parkings) est de 8332 m<sup>2</sup>.

Dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, les secteurs restant à imperméabiliser devront être revêtus et les bassins d'orage et confinement ainsi que le ou les débourbeurs-déshuileurs mentionnés précédemment devront être mis en place.

#### **Article 4.3.3.3 : Eaux domestiques**

Toutes les eaux usées domestiques sont collectées dans un réseau séparatif des autres eaux usées générées dans l'établissement pour être déversées dans le réseau communal des eaux usées qui aboutit à la station d'épuration de la commune d'Alençon.

#### **Article 4.3.3.4 : Eaux résiduaires industrielles**

Toutes les eaux résiduaires industrielles générées par les installations exploitées dans l'établissement sont traitées sur la station « zéro rejet » ou évacuées comme déchets conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté. Aucun rejet d'eau résiduaire industrielle, même après traitement, n'est donc autorisé directement dans le milieu naturel ni via quelque réseau que ce soit.

#### **Article 4.3.3.5 : Prévention du dépassement des valeurs limites**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

#### **Article 4.3.3.6 : Prévention de survenue d'odeurs**

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, de traitement, ...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, ...).

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs, sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

### **ARTICLE 4.3.4 – ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

### **ARTICLE 4.3.5 – LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

#### **Article 4.3.5.1 – Repères externes**

##### Eaux domestiques

Le réseau de collecte des eaux domestiques de l'établissement, telles que définies à l'article 4.3.1, aboutit au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1
Nature des effluents :	Eaux usées domestiques
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées communal
Traitement avant rejet	Néant
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine d'Alençon

#### Eaux pluviales

Le réseau de collecte des eaux pluviales de l'établissement aboutit au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents :	Eaux pluviales dont eaux susceptibles d'être polluées (1)
Exutoire du rejet	réseau communal de collecte des eaux pluviales
Traitement avant rejet	Débourbeur(s) – déshuileur(s)
Milieu naturel récepteur	La Sarthe via le réseau communal de collecte des eaux pluviales

(1) : eaux de toitures, voies de circulation, aires de stationnement et, le cas échéant, aires de stockage de déchets divers.

#### **Article 4.3.5.2 – Repères internes**

##### eaux résiduaires industrielles

Le réseau de collecte des eaux résiduaires industrielles de l'établissement aboutit à la station « zéro rejet » qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet interne à l'établissement	N° 1
Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles (notamment eaux de rinçage, d'égouttures, de bains usés de la chaîne de traitement de surface, purges de l'osmoseur, ...)
Débit maximum journalier (m <sup>3</sup> /j)	4,4
Exutoire du rejet	Sans objet (station « zéro rejet »)
Traitement	Physico-chimique :  - cabine de dégraissage : module d'ultrafiltration, évapo-concentration, filtration sur charbon actif, déminéralisation, osmose ;  - cabine de conversion : résines échangeuses d'ions

##### Eaux pour filtration de l'air des cabines de peintures

Point de rejet interne à l'établissement	N° 2
Nature des effluents	Eaux provenant du réseau d'adduction d'eaux communal et utilisées pour la filtration de l'air des cabines de peinture :
Consommation annuelle en m <sup>3</sup>	100
Exutoire du rejet et traitement	Centre de traitement spécialisé pour l'élimination de déchets dangereux

### Eaux utilisées pour la vérification de l'étanchéité des autocars

Point de rejet interne à l'établissement	N° 3
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures normalement non polluées récupérées dans une citerne de 30 m <sup>3</sup> à partir de laquelle les eaux sont aspergées sur les carrosseries pour vérification de leur étanchéité
Exutoire du rejet et traitement	Sans objet (circuit fermé)

## **ARTICLE 4.3.6 – CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

### **Article 4.3.6.1 – Conception**

Les dispositifs de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

### **Article 4.3.6.2 – Aménagement**

#### Article 4.3.6.2.1 : Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### Article 4.3.6.2.2 : Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

## **ARTICLE 4.3.7 – CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
- de substances toxiques dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons à l'aval du point de déversement.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C ;

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

#### ARTICLE 4.3.8 – VALEURS LIMITES DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les eaux usées domestiques respectent, avant rejet dans le réseau communal des eaux usées, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.1)

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale en mg/l
Matières en suspension	600
DBO <sub>5</sub>	800
DCO	2000
Azote global (exprimé en N)	150
Phosphore global (exprimé en P)	50
Indice phénol	0,3
Hydrocarbures totaux	10
Métaux totaux	10

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière.

#### ARTICLE 4.3.9 – VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc. ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) d'orage capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

- Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.1)

Polluant	Concentration moyenne journalière maximale en mg/l
MES	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Indice phénol	0,3
Hydrocarbures totaux	10
Métaux totaux	10
xylène	1,5
toluène	4
manganèse	5
Chrome VI	0,1
Chrome III	2

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière ;

- le débit de rejet ne peut excéder 10 litres par seconde.

Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués.

Les séparateurs à hydrocarbures doivent être dimensionnés afin de répondre aux volumes d'eaux collectés de la surface considérée et de l'événement pluvieux décennal le plus critique de la région et pour traiter les eaux en provenance des secteurs restant à imperméabiliser définis à l'article 4.3.3.2 ainsi que les eaux de toiture.

Ces installations doivent être visitées au moins deux fois par an, maintenues en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassées aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées comme il est dit au titre 5 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4.3.10 – VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT**

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

---

### **TITRE 5 – DECHETS**

---

#### **CHAPITRE 5.1 – PRINCIPES DE GESTION**

##### **ARTICLE 5.1.1 – LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

##### **ARTICLE 5.1.2 – SEPARATION DES DECHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Une collecte sélective est mise en place sur l'établissement de façon à séparer les différentes catégories de déchets suivantes :

- déchets non dangereux tels que :
  - papiers, cartons, bois,
  - métaux (acier, inox, aluminium,...) ;
- déchets dangereux (les déchets dangereux sont définis à l'article R.541-8 du Code de l'environnement), notamment :
  - concentrats de la station de traitement des effluents, charbons actifs, résines échangeuses d'ions,
  - hydrocarbures, eaux souillées, déchets de fosses à rideau d'eau, eaux pour filtration de l'air des cabines de peinture,
  - autres déchets liquides, pâteux ou solides en provenance des installations (huiles de coupe usagées, boues des débourbeurs/déshuileurs, huiles issues des purges du compresseur d'air après passage dans le séparateur huile/eau associé, ...).

Les déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à 72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-16 du Code de l'environnement. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-127, R.543-128 et R.543-131 à 135 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-137 à 151 du Code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les équipements électriques et électroniques usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-172 à R.543-174 et R.543-188 à R.543-201 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.3 – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

#### **ARTICLE 5.1.4 – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

### **CHAPITRE 5.2 – CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **CHAPITRE 5.3 – TRANSPORT DES DECHETS PRODUITS DANS L'ETABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 5.3.1 : BORDEREAUX DE SUIVI**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'un bordereau de suivi spécifique.

## **ARTICLE 5.3.2 : MODALITES DES OPERATIONS DE TRANSPORTS**

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 du Code de l'environnement. La liste des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de chaque enlèvement et transport, l'exploitant doit s'assurer lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations applicables en la matière.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

## **CHAPITRE 5.4 – SUIVI DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT**

### **ARTICLE 5.4.1 – REGISTRES DE SUIVI DE DECHETS**

La production et l'élimination des déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. À cet effet, l'exploitant tient un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, nature, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale ou de valorisation.

Pour les déchets dangereux, le contenu du registre doit respecter les exigences de l'arrêté du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R541-43 du Code de l'environnement.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et archivés pendant au moins cinq ans.

---

## **TITRE 6 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 6.1.1 – AMENAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – Titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2 – VEHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R571-1 et suivants du Code de l'Environnement et des textes pris pour leur application).

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces.

#### **ARTICLE 6.1.3 – APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 6.1.4 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT**

Les opérations les plus bruyantes (notamment : opérations diverses en extérieur sur les cars, chargement et déchargements de matériels en extérieur, entretien des espaces verts) ne peuvent être effectuées qu'entre 7 h 00 et 17 h 00.

### **CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **ARTICLE 6.2.1 – VALEURS LIMITES D'EMERGENCE**

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs limites admissibles, fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 2).

#### **ARTICLE 6.2.2 – NIVEAUX LIMITES DE BRUIT**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

<b>Périodes</b>	<b>Période de jour Allant de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit Allant de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

### **CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS**

#### **ARTICLE 6.3.1 – NIVEAUX LIMITES DE VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## **TITRE 7 – EFFICACITE ENERGETIQUE, LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS LUMINEUSES**

---

### **CHAPITRE 7.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 7.1.1 – GENERALITES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à en assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

#### **ARTICLE 7.1.2 – EFFICACITE ENERGETIQUE**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. A ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel, fuel domestique,...est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités ; eau chaude, vapeur, air comprimé,... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen devra intervenir au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 7.1.3 – ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles.

En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires "éco-performants" et la signalisation par des dispositifs rétro réfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs (« abat-jour ») diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

---

## **TITRE 8 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 8.1 – PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. En particulier, les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 8.2 – CARACTERISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 8.2.1 – INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R4412-38 du Code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre

dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 8.2.2 – ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, chaînage,...) et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (par exemple atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

### **CHAPITRE 8.3 – INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 8.3.1 – ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Plus précisément, les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayon intérieur de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

L'accès à l'établissement doit être réglementé.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer la nuit les jours ouvrables, ainsi que durant la journée les samedis, dimanches et jours fériés.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

### **ARTICLE 8.3.2 – BATIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation ou protégés en conséquence.

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et construits pour offrir une protection suffisante vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **ARTICLE 8.3.3 – INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant tiendra ce rapport à la disposition de l'inspecteur des installations classées et conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un bâtiment, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des bâtiments par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Les appareils d'éclairage électrique sont en toute circonstance éloignés des matières inflammables entreposées (diluants, peintures, apprêts, ...) pour éviter leur échauffement.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

### **ARTICLE 8.3.4 – ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE A L'ORIGINE D'UNE EXPLOSION**

L'exploitant définit en particulier les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives selon les types suivants :

- a) Substances inflammables

- Zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment.
- Zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement, en fonctionnement normal.
- Zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

b) Poussières

- Zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment.
- Zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement, en fonctionnement normal.
- Zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins (cas notamment de la zone ponçage dans le hall 3 dit « hall peinture »).

Par « fonctionnement normal », on entend la situation où les installations sont utilisées conformément à leurs paramètres de conception.

Dans les zones définies ci-dessus, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et les moteurs présents appartiennent à des catégories de matériels compatibles avec ces zones, en application notamment du décret n° 96-1110 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible et de l'arrêté ministériel du 08 juillet 2003, relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel, établi par un organisme compétent, comportant la description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions ainsi que les conclusions de l'organisme sur la conformité de l'installation et les éventuelles mesures à prendre pour assurer cette conformité au regard du décret et de l'arrêté susmentionnés.

### **ARTICLE 8.3.5 – PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les installations relevant des rubriques 2565 et 2940 ainsi que les sockages de produits liquides inflammables dans les hall 9 et 10 doivent faire l'objet d'une analyse du risque foudre (ARF) avant le 30 juin 2010, d'une étude technique définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection contre les effets de la foudre, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et les moyens de prévention et/ou de protection doivent être installés par un organisme compétent, deux ans au plus tard après l'élaboration de l'ARF et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord dont les chapitres sont rédigés lors de l'étude technique est tenu à jour par l'exploitant. Ces moyens sont contrôlés par un organisme compétent distinct de l'installateur, de façon complète, six mois au plus après leur installation, puis visuellement tous les ans et complètement tous les deux ans.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

### **ARTICLE 8.3.6 – INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE/APPAREILS DE COMBUSTION**

#### **Article 8.3.6.1 : Modes de chauffage autorisé - équipements de sécurité**

Le chauffage des bâtiments de stockage de produits inflammables (halls 9 et 10) ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans les secteurs où sont implantées des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables (stockage de produits inflammables dans les halls 9 et 10, cabines de peintures, tunnels de cuisson et de séchage,...), ou bien où intervient l'utilisation de combustibles (installation de traitement de surface, étuve de séchage associée, etc), dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention présentent les mêmes garanties de sécurité que ceux prévus pour les locaux dans lesquels ils circulent ou sont situés.

#### **Article 8.3.6.2 : Règles d'implantation - accessibilité**

Les appareils de combustion (chauffage, brûleurs sur cabines de peintures et étuves, ...) sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables (hors les matières utilisées pour le besoin du fonctionnement de l'appareil).

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **Article 8.3.6.3 : Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

#### **Article 8.3.6.4 : Entretien et travaux**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

#### **Article 8.3.6.5 : Conduite des installations**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt d'une installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Un ou plusieurs dispositifs à distance doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de chaque installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

#### **Article 8.3.6.6 : Alimentation en combustible**

1. Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.
2. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion et d'une manière générale l'ensemble des installations utilisant le gaz comme combustible. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :
  - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
  - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
3. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.
4. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.
5. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.
6. Les portions de canalisations contenant du gaz uniquement connectées à des appareils de chauffage doivent pouvoir être isolées par des vannes facilement accessibles.

### **CHAPITRE 8.4 – GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

#### **ARTICLE 8.4.1 – CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;

- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu) ;
- la nécessité de l'obturation des écoulements d'égouts notamment et en particulier lors des livraisons de fioul ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 8.4.2 – INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **ARTICLE 8.4.3 – FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **ARTICLE 8.4.4 – TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

##### **Article 8.4.4.1 – Permis d'intervention ou permis de feu**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

## **CHAPITRE 8.5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 8.5.1 – ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Une consigne doit préciser les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 8.5.2 – ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### **ARTICLE 8.5.3 – RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour leur éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 8.5.4 – RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **ARTICLE 8.5.5 – REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 8.5.6 – STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 8.5.7 – TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **ARTICLE 8.5.8 – APPRIVISIONNEMENT EN FIOUL DES CITERNES ENTERREES**

Lors des opérations d'approvisionnement en fioul des citernes enterrées, un obturateur devra être disposé sur chacune des plaques d'égouts par l'intermédiaire desquelles un écoulement accidentel de fioul pourrait engendrer une pollution du réseau de collecte communal des eaux pluviales.

#### **ARTICLE 8.5.9 – ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. Toute autre solution de traitement doit être justifiée auprès de l'inspection et respectée les dispositions du présent arrêté.

### **CHAPITRE 8.6 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 8.6.1 – DEFINITION GENERALE DES BESOINS**

L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 1740 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous une pression minimale de 1 bar. Ce débit pourra être réduit à 510 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous réserve des mesures compensatoires mentionnées aux points 2 et 3 de l'article 8.6.5 relatif au désenfumage.

Il est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude des dangers du dossier de l'établissement visé au chapitre 1.3 du Titre 1.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté au minimum d'un point de repli destiné à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

#### **ARTICLE 8.6.2 – MOYENS DE LUTTE**

L'exploitant dispose au minimum selon des moyens externes suivants :

- 3 poteaux d'incendie sur le réseau public alimentés par une canalisation de 200 mm débitant respectivement 156 (n° 83), 129 (n°85) et 144 (n° 87) m<sup>3</sup>/h à 3,1 bar de pression dynamique (débits mentionnés dans l'attestation de contrôle établie par la société Lyonnaise des Eaux le 9 octobre 2009).

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'adduction d'eau publique ou par la récupération des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ou après traitement. Ce réseau comprend au moins :
  - une pomperie incendie comportant au minimum 3 poteaux d'incendie privés alimentés par une canalisation de 100 mm débitant respectivement 74 (n° 423), 95 (n° 424) et 97 (n° 425) m<sup>3</sup>/h à 2,0 bar de pression dynamique (débits mentionnés dans l'attestation de contrôle établie par la société Lyonnaise des Eaux le 9 octobre 2009 mentionnée précédemment).

Les 3 poteaux publics et les 3 poteaux privés mentionnés précédemment sont capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 695 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 3,1 bar pour les poteaux publics et 2 bar pour les poteaux privés ;

- une réserve d'eau constituée d'un volume minimal de 2090 m<sup>3</sup> réalisée conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951 avec réalimentation garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance dans le cas où les mesures compensatoires à l'insuffisance de ressources en eaux pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie au débit minimal de 1740 m<sup>3</sup>/h préconisées à l'article 8.6.5 ne sont pas mises en œuvre ;
- des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours au niveau de la réserve d'eau mentionnée précédemment si celle-ci s'avère nécessaire. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ; leur nombre sera au minimum égal à 18 ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Si un nouvel hydrant est mis en service, l'exploitant devra adresser au Service Départemental d'Incendie et de Secours une attestation de l'installateur de cet hydrant faisant apparaître sa conformité à la norme française S 62-200 et précisant son débit minimal et les pressions (statiques, dynamiques) correspondantes.

### **ARTICLE 8.6.3 – ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.

#### **ARTICLE 8.6.4 – PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance ;
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

#### **ARTICLE 8.6.5 – DESENFUMAGE, FLOCAGE SOUS TOITURE**

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, l'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

En particulier, les dispositions suivantes devront être observées :

- 1) au niveau des halls 3 et 7, installation de dispositifs de désenfumage en partie haute de l'établissement, et si possible en toiture, afin de rendre praticables les cheminements utilisés pour l'évacuation et l'intervention des secours, ainsi que limiter la propagation de l'incendie en évacuant vers l'extérieur chaleur, gaz et produits imbrûlés. Les commandes manuelles d'ouverture devront être placées près des accès, bien signalées et facilement accessibles du plancher ;
- 2) création de cantons de désenfumage au niveau du hall 3 afin d'éviter la propagation des fumées ;
- 3) réalisation d'un flocage sous toiture des halls 2 et 4 sur une largeur minimale de 4 m de la partie qui est contiguë avec le hall 3 ; toute solution alternative pourra être acceptée sous réserve d'être validée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

En l'absence du respect des dispositions 2 et 3, le débit minimal pour assurer l'alimentation du réseau incendie sera de 1740 m<sup>3</sup>/h conformément à l'article 8.6.2.

#### **ARTICLE 8.6.6 – CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des

conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 8.6.7 – CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire de celles-ci. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

#### **ARTICLE 8.6.8 – PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS**

##### **Article 8.6.8.1 – Dossier de lutte contre la pollution des eaux**

L'exploitant constitue à ce titre un dossier « LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX » qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct ;
- leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

##### **Article 8.6.8.2 – Bassin de confinement et bassin d'orage**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel et d'une capacité minimum de 1300 m<sup>3</sup> ou 3480 m<sup>3</sup> dans le cas où les mesures compensatoires à l'insuffisance de ressources en eaux pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie au débit minimal de 1740 m<sup>3</sup>/h préconisées à l'article 8.6.5 ne sont pas mises en œuvre.

De plus, la capacité d'un tel bassin s'il est également susceptible de recevoir simultanément des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- soit la somme du volume des eaux d'extinction de l'incendie le plus pénalisant (1300 m<sup>3</sup> ou 3480 m<sup>3</sup>) et du volume des premiers flots de la pluie annuelle sur les surfaces imperméabilisées ;
- soit le volume des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées.

La note du calcul du volume des premiers flots de la pluie annuelle et de celui des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées devra être communiquée dans un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

---

## **TITRE 9 – CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 9.1 – TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX ET ALLIAGES**

#### **ARTICLE 9.1.1 – AMENAGEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS**

L'aménagement des ateliers est étudié afin de répondre aux normes définies au chapitre 6.2 du présent arrêté. Il conviendra d'intégrer les facteurs bruits et vibrations dans chaque décision d'implantation des machines.

Les installations susceptibles d'être à l'origine de vibrations gênantes pour le voisinage doivent être équipées de dispositifs amortisseurs appropriés de façon à éviter la propagation de ces vibrations à l'extérieur de l'établissement.

#### **ARTICLE 9.1.2 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

##### **Article 9.1.2.1 : Consignes**

Les opérations qui concernent la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) ou comportant des manipulations dangereuses doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.

##### **Article 9.1.2.2 : Bruit**

Les installations doivent être exploitées de façon respecter les normes définies au chapitre 6.2 du présent arrêté. Les portes et fenêtres ordinaires des ateliers seront maintenues fermées pendant les périodes d'activité.

Tous les travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la période de nuit définie à l'article 6.2.1 du présent arrêté sont interdits. En particulier, l'usage des engins de manutention sur les aires extérieures de l'établissement, les opérations de chargement et de déchargement de véhicules, l'ouverture des portes extérieures des ateliers et l'évacuation des déchets métalliques dans les bennes extérieures sont rigoureusement interdits lors de la période nocturne.

#### **Article 9.1.2.3 : Risques**

Le travail mécanique de l'aluminium (débit, usinage, perçage, surfacage,...) doit toujours s'effectuer à l'aide d'un fluide permettant de limiter toutes émissions de poussières d'aluminium pulvérulents. Les déchets d'aluminium doivent être enlevés des locaux au fur et à mesure de la production et stockés dans des containers spécifiques protégés des intempéries. A proximité, un panneau doit indiquer l'interdiction d'utiliser de l'eau en cas de feu déclaré.

Les couches, dépôts et tas de poussières combustibles doivent être traités comme toute autre source susceptible de former une atmosphère explosive. En particulier, la zone ponçage dans le hall peinture doit faire l'objet d'un plan de nettoyage de fréquence adaptée ayant pour objet l'enlèvement de la poussière au sol ainsi que sur les structures. A défaut, cette zone doit être équipée d'un dispositif d'aspiration des poussières à la source et l'air ainsi capté doit être dépoussiéré. Les poussières récupérées seront éliminées dans les conditions définies au titre 5 du présent arrêté.

Les bouteilles de gaz (oxygène, acétylène, gaz inerte) doivent être stockées, en attente d'être déplacées sur leur lieu d'utilisation, dans le local grillagé et cadenassé conçu à cet effet près du hall 4.

Dans tous les cas, les bouteilles de gaz ne devront pas être entreposées même de façon provisoire à une distance inférieure à cinq mètres de matières combustibles, de liquides inflammables et de générateurs d'air chaud.

L'aire d'entreposage des engins de manutention au GPL doit être correctement ventilée.

#### **Article 9.1.2.4 : Déchets**

Les déchets métalliques, les huiles minérales ou synthétiques usées ainsi que les fluides de coupe usagés utilisés dans les ateliers seront éliminés conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté.

### **CHAPITRE 9.2 – TRAITEMENT DE SURFACE**

#### **ARTICLE 9.2.1 – CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DE L'INSTALLATION**

##### **Article 9.2.1.1 – Meilleures techniques disponibles**

Les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

##### **Article 9.2.1.2 – Locaux**

En cas de transfert de l'installation de traitement de surface (les deux bains de produits de traitement de surface et les bains de rinçage) hors du local spécifique en sous-sol, le local abritant cette installation de traitement de surfaces doit :

- présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :
  - matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
  - murs et planchers hauts de type REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
  - couverture incombustible à l'exception de la surface dédiée aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion ;

- porte et fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
- être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placés à proximité des accès.

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.

#### **Article 9.2.1.3 – Matériels**

Les cuves, filtres, canalisations, stockages... susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau, doivent être construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable. L'ensemble de ces installations doit être réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Les cuves, canalisations, stockages, y compris les 4 cuves de 10 m<sup>3</sup> chacune associées à l'installation de traitement des eaux et destinées au stockage du distillat, du concentré, des dilués et des bains concentrés usés... doivent être identifiés de manière à permettre la connaissance du produit contenu. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée la capacité de la cuve ou du stockage qu'elle alimente.

Les réservoirs fixes sont munis de dispositifs permettant de connaître le niveau du liquide qu'ils contiennent.

Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Le repérage des bouches de dépôtage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.

#### **Article 9.2.1.4 - Rétention et prévention des pollutions**

Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

Les capacités de rétention et le local en sous-sol abritant les deux bains de produits de traitement de surface d'un volume unitaire de 5 m<sup>3</sup> alimentant les dispositifs d'aspersion au jet pour le traitement des carrosseries des cars ainsi que les éventuels caniveaux associés sont conçus de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés.

Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un dispositif de détection d'alarme en point bas permettant de déclencher une alarme sonore et visuelle en cas de présence de liquide dans la rétention (en particulier la rétention associée au local en sous-sol dans lequel sont disposées les deux baignoires de produits de traitement de surface mentionnés précédemment et qui est également conçue pour recevoir tout écoulement accidentel en provenance de la station de traitement des effluents industriels disposée au dessus ainsi que des 4 cuves de 10 m<sup>3</sup> chacune associées mentionnées précédemment ), à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

#### **Article 9.2.1.5 – Régulation thermique des baignoires**

Les circuits de régulation thermique de baignoires sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de baignoires immergés sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des baignoires. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Les résistances éventuelles (baignoires actifs et stockages) sont protégées, électriquement, par un système de disjonction différentiel et mécaniquement.

#### **Article 9.2.1.6 – Matériel électrique et mise à la terre**

Les installations électriques sont conformes aux articles 8.3.3 et 8.3.4 du présent arrêté. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

#### **Article 9.2.1.7 – Chaînes de traitement de surface**

Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

Les cuves dont le bain de traitement est chauffé par l'intermédiaire de brûleurs ou de cannes chauffantes sont en matériaux incombustibles (MO). Le tunnel où sont réalisées les opérations d'aspersion au jet de produits de traitement de surface sur les carrosseries ainsi que le local technique abritant les baignoires de l'installation de traitement de surface sont munis d'un dispositif d'aspiration rejetant les gaz canalisés en toiture. Les effluents aspirés doivent être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc.) pour satisfaire aux exigences du présent arrêté.

En cas d'utilisation de ces techniques :

- il y a lieu d'assurer une optimisation des débits d'eau de lavage ;
- les eaux de lavage des gaz et les effluents extraits des dévésiculeurs sont des effluents susceptibles de contenir des substances toxiques. Ils doivent être recyclés, traités avant rejet ou éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, conformément aux dispositions des titres 4 ou 5 du présent arrêté.

Les dispositifs de collecte et de traitement des émissions atmosphériques des chaînes de traitement doivent être conçus et aménagés afin que leur comportement lors d'un incendie ne puisse être à l'origine d'une extension du sinistre.

La chaîne de traitement doit être équipée de son propre compteur d'eau. Tous les bains de rinçages (simple, double ou triple cascade) sont équipés de débitmètres et de vannes de réglage. La modification du réglage des vannes doit être effectuée uniquement par une personne nommément désignée.

#### **Article 9.2.1.8 – Alimentation en eau**

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible. Cette alimentation doit être interrompue automatiquement en cas de panne électrique afin d'éviter une alimentation gravitaire des cuves (rinçage, reprise,...). Les vannes d'alimentation des cuves de traitement seront asservies à une détection de niveau haut interrompant leur remplissage.

### **ARTICLE 9.2.2 – EXPLOITATION DE L'INSTALLATION**

#### **Article 9.2.2.1 – Vérification du bon état**

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant doit s'assurer fréquemment que les dispositifs de rétention sont vides.

L'ensemble de ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

#### **Article 9.2.2.2 – Consignes d'exploitation et de sécurité**

En plus des consignes prévues à l'article 8.4.1 du présent arrêté, les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations de traitement de surface décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Outre les consignes mentionnées par ailleurs dans le présent arrêté, elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel. Il devra être en mesure de justifier de cette compétence du personnel (séances de formation et rappels) à l'inspection des installations classées.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions du présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

### **Article 9.2.2.3 – Plan**

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toutes origines.

Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

### **Article 9.2.2.4 – Eaux de rinçage**

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible, notamment par la mise en place de rinçages en cascade ou autres dispositifs équivalents. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations éventuelles de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée, la surface aspergée au jet des carrosseries qui participe à l'entraînement du bain.

La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une carrosserie quitte un traitement bien défini (dégraissage, conversion ou tout nouveau traitement ultérieurement autorisé), et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

Les eaux de rinçage courant sont collectées sous conduites fermées à partir des cabines spécifiques où sont réalisés les rinçages au jet des carrosseries et sont dirigées vers la station « zéro rejet ».

Ces cabines sont conçues pour supprimer tout risque d'un écoulement d'eau de rinçage non dirigé vers la station de traitement ; les carrosseries ainsi traitées et après sortie des cabines et avant séchage ne doivent pas non plus donner lieu à des écoulements d'eaux de rinçage non canalisés vers la station de traitement.

#### **Article 9.2.2.5 – Eaux résiduelles polluées**

Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de lavage des sols, les éluats de l'osmoseur, les éluats de régénération des résines échangeuses d'ions ainsi que les égouttures du filtre presse et la zone de stockage des boues, et d'une manière générale les eaux résiduelles polluées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisée à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté ;
- soit des effluents liquides visés à l'article 4.3.3.4 du présent arrêté qui sont traité dans la station de traitement « zéro rejet » de l'établissement, conçue et exploitée à cet effet.

#### **Article 9.2.2.6 – Exploitation de la station «zéro rejet»**

Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement de la station conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu à jour, est mis à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués en continu selon la méthode de traitement adoptée.

### **ARTICLE 9.2.3 – CONDUITE DE L'INSTALLATION**

L'exploitation est conduite sous la surveillance permanente d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Seules les personnes nommément désignées et spécialement formées ont accès aux dépôts de produits chimiques. Celles-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains des ateliers de production. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Outres les consignes d'exploitation prévues à l'article 8.4.1 du présent arrêté, ces consignes décrivent notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

## **CHAPITRE 9.3 – CABINES DE PEINTURE**

### **ARTICLE 9.3.1 – CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DE L'INSTALLATION**

#### **Article 9.3.1.1 : Comportement au feu des bâtiments**

1° Dans les cabines de peintures, les portes, au nombre de deux au moins, sont munies de fermetures automatiques s'ouvrant dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc.).

#### **Dispositions pour toute nouvelle installation d'application de peinture**

2° les installations d'application de peintures et les étuves de séchage et tunnels de cuisson associés et les cabines elles-mêmes sont construits en matériaux résistant au feu. Le sol est imperméable et incombustible.

#### **Dispositions pour toute nouveau local**

##### **3° Dispositions constructives**

Les locaux abritant l'installation devra présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré ½ heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ;
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré ½ heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les cabines de peinture et les installations de séchage et de cuisson associées sont séparées des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration.

##### **4° Eclairage zénithal**

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et la définition des méthodes d'essais.

### Article 9.3.1.2 : Prévention des risques

5° Le séchage ou la cuisson sont effectués dans une enceinte (étuve, tunnel, cabine, etc.) dont la température ambiante ne doit pas dépasser le point d'éclair des produits utilisés.

L'installation est chauffée soit par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau ou d'air chaud, soit par rayonnement infrarouge, soit par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes ; à l'intérieur de l'enceinte, les parois chauffantes ne doivent présenter aucun point nu porté à une température supérieure au point d'éclair des produits utilisés.

Lorsque la cuisson ou le séchage sont réalisés dans la cabine où est effectuée l'application des peintures, les dispositions suivantes devront être respectées :

- avant la mise en température pour le séchage ou la cuisson, la cabine doit être au préalable ventilée et son atmosphère renouvelée afin de supprimer tout caractère d'explosivité à l'atmosphère ;
- le séchage ou la cuisson ne devront pas être réalisés simultanément avec l'application de peintures ;
- les étuves ou les fours de séchage ou de cuisson devront être arrêtés et refroidis avant qu'on ne procède à l'application.

6° Pour la cabine TUNZINI ainsi que pour la cabine de peinture accessoires dans le hall 3 abritant la chaîne automatique de transport continu des pièces peintes, qui comportent toutes deux une communication directe entre les secteurs où sont réalisées l'application de la peinture d'une part et le séchage ou la cuisson d'autre part, les opérations de pulvérisation et de séchage peuvent être effectuées simultanément si les mesures suivantes sont prises :

- a) la mise en température pour le séchage ou la cuisson est subordonnée à la mise en marche préalable des ventilateurs assurant l'évacuation des vapeurs de solvants.

En cas d'arrêt normal ou accidentel de ces ventilateurs, un dispositif automatique tel que manostat, vanne électromagnétique, etc. s'oppose à la circulation du fluide transmetteur de chaleur ;

- b) le débit de ces ventilateurs est suffisant pour éviter toute possibilité de formation d'une atmosphère explosive dans la cabine.

7° Les cabines de peintures sont dotées de dispositifs permettant :

- la mise en marche et la coupure des pistolets ;
- le réglage et le contrôle du débit de peinture ;
- la mise en arrêt d'urgence.

Le fonctionnement des pistolets est asservi à la ventilation des cabines.

8° Les tunnels de cuisson et de séchage sont également équipés d'un arrêt d'urgence ainsi que de détecteurs de dysfonctionnement qui mettent en sécurité le brûleur : détecteur de niveau de flamme et détecteurs de pression mini et maxi du gaz. Une vanne quart de tour permet la coupure de gaz sur chaque installation.

9° Moyens de lutte contre l'incendie (pour toute nouvelle installation)

Indépendamment des moyens de lutte contre l'incendie mentionnés à l'article 8.6.2 du présent arrêté, les bâtiments abritant toute nouvelle installation d'application et ou de séchage de peintures devront être équipés des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants :

- un système interne d'alerte incendie ;
- des robinets d'incendie armés ;

- un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

#### 10° : Installations électriques – mises à la terre

Les installations électriques sont conformes à l'article 8.3.3 du présent arrêté. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

Les matériels électriques y compris les canalisations électriques utilisés dans les parties de l'installation dans lesquelles des "atmosphères explosives" peuvent se former doivent être conformes aux dispositions de l'article 8.3.4 du présent arrêté.

#### **Article 9.3.1.3 : Prévention de la pollution atmosphérique**

11° Chaque cabine est équipée d'un système d'aspiration et de filtration de l'air (filtres secs ou rideaux d'eau) avant rejet à l'atmosphère par l'intermédiaire des conduits spécifiques. Les filtres doivent être régulièrement nettoyés ou changés (au minimum une fois par an) ; la réalisation de ces opérations doit être consignée dans un registre ou sur fichier informatique.

12° Les opérations de collage, de masticage,... et la préparation des peintures doivent être réalisées aussi souvent que possible dans des lieux munis de dispositifs permettant la captation des composés organiques volatils et leurs rejets à l'extérieur des locaux par l'intermédiaire de conduits.

A défaut, les postes de préparation des peintures doivent être sous extraction mécanique.

13° Les cabines de peintures et les installations de cuisson et de séchage associées font l'objet d'un entretien annuel.

#### **Article 9.3.1.4 : Conditions de stockage des produits utilisés pour le collage et la peinture (peintures, durcisseurs, apprêts,...)**

14° Le stockage des peintures, diluants, apprêts doit être réalisé conformément aux dispositions ci-après :

Le stockage de ces produits doit être réalisé :

- soit dans le hall 9 climatisé ;
- soit pour les déchets de ces produits dans le hall 10 ;
- soit au niveau des bâtiments de production placés dans des armoires métalliques ou constituées de matériaux ignifugés.

Hors de ces armoires, la présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation

Dans les halls 3 et 7, toute disposition doit être prise pour limiter la formation d'une atmosphère explosive dans les armoires spécifiques aux stockages de liquides inflammables afin d'éviter tout risque lors de l'ouverture des portes.

15° Le stockage des solvants volatils doit être réalisé à l'abri du soleil.

16° Dans tous les cas, les produits liquides utilisés (peintures, diluants,...) tant dans le hall 9 ou le conteneur qu'en attente d'utilisation à proximité des installations, doivent être disposés sur des rétentions répondant aux dispositions de l'article 8.5.3 du présent arrêté.

17° Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

18° Comportement au feu des bâtiments (pour tout nouveau local)

Tout nouveau local abritant les stockages de produits chimiques doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
- murs extérieurs, murs séparatifs et planchers hauts REI 120 ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique et portes donnant vers l'extérieur EI 120 ;
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 ainsi que l'isolant thermique (s'il existe). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

## **CHAPITRE 9.4 – INSTALLATIONS DE REFRIGERATION**

### **ARTICLE 9.4.1 – CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS**

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Dans le cas où l'agent de réfrigération est un liquide combustible, l'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs, ... Ces appareils seront maintenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera initié à leur manœuvre.

### **ARTICLE 9.4.2 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

L'exploitant est tenu de faire procéder à la charge en fluide frigorigène, à la mise en service ou à toute autre opération réalisée sur ses installations de réfrigération qui nécessitent une intervention sur le circuit contenant des fluides frigorigènes, par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R.543-99 à R.543-107 du Code de l'environnement. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

L'exploitant, lorsque la charge en fluide frigorigène est supérieure à deux kilogrammes fait en outre procéder, lors de sa mise en service, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R.543-99 à R.543-107 du Code de l'environnement. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de

ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au préfet de l'Orne.

## **ARTICLE 9.4.3 – SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

### **Article 9.4.3.1 – Fréquence des contrôles d'étanchéité**

La fréquence des contrôles d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes dans les équipements frigorifiques et climatiques est la suivante :

- une fois tous les douze mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à deux kilogrammes ;
- une fois tous les six mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à trente kilogrammes ;
- une fois tous les trois mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à trois cents kilogrammes.

Dans le cas où le contrôle d'étanchéité se fait à l'aide d'un contrôleur d'ambiance la fréquence des contrôles pour les équipements de charge en fluide supérieure à trente kilogrammes est réduite de moitié.

### **Article 9.4.3.2 – Enregistrement et archivage des contrôles d'étanchéité**

Les résultats du contrôle d'étanchéité et les réparations effectuées ou à effectuer sont inscrits sur la fiche d'intervention mentionnée à l'article R.543-82 du Code de l'environnement. La fiche d'intervention doit permettre d'identifier en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée.

Les opérateurs qui procèdent au contrôle d'étanchéité apposent un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.

Le détenteur d'un équipement contenant plus de trois kilogrammes de fluide frigorigène conserve pendant au moins cinq ans les documents attestant que les contrôles d'étanchéité ont été réalisés, constatant éventuellement l'existence de fuites et faisant état de ce que les réparations nécessaires ont été réalisées, et les tient à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 9.4.4 – ENTRETIEN ET DEMANTELLEMENT DES INSTALLATIONS**

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère d'un fluide frigorigène est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Le détenteur de l'équipement prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération. Les opérations de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides frigorigènes ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes sont portées à la connaissance du préfet de l'Orne par l'exploitant.

Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène sont obligatoires.

Toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

## **CHAPITRE 9.5 – INSTALLATIONS DE COMPRESSION D’AIR**

### **ARTICLE 9.5.1 – RESPECT DES AUTRES REGLEMENTATION**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

### **ARTICLE 9.5.2 : CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS**

#### **Article 9.5.2.1 : Propreté**

Le local de compression devra être maintenu en parfait état de propreté ; les déchets gras devront être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement.

Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne pourront être conservés dans la salle des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

#### **Article 9.5.2.2 : limitation de la température**

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz devra être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettront de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

#### **Article 9.5.2.3 : limitation de la pression de service**

Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

#### **Article 9.5.2.4 : commande de l'arrêt du compresseur**

L'arrêt du compresseur devra pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

#### **Article 9.5.2.5 : dispositifs de purge – soupapes de sécurité**

Des dispositifs efficaces de purge seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures seront également prises pour l'évacuation à l'extérieur, sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

#### **Article 9.5.2.6 : Eluas de compression**

Les éluas de compression doivent être éliminés dans la station « zéro rejet » de l'établissement ou selon les modalités prescrites au titre 5 du présent arrêté.

## **CHAPITRE 9.6 : CITERNES ENTERREES DE FIOUL DOMESTIQUE**

### **ARTICLE 9.6.1 : REMPLACEMENT OU TRANSFORMATION DES DEUX RESERVOIRS EXISTANTS**

Les deux réservoirs enterrés à simple paroi de volumes respectifs 40 et 50 m<sup>3</sup> sont, avant le 31 décembre 2010 :

- soit remplacés par des réservoirs en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.
- soit transformés en réservoirs à double enveloppe avec un système de détection de fuite répondant aux dispositions énoncées précédemment.

#### **ARTICLE 9.6.2 : DISPOSITIONS DE SUIVI TRANSITOIRES**

En attente, de leur remplacement ou de leur transformation, les réservoirs font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière au moins hebdomadaire. A cette occasion, l'absence de liquide aux points bas est également contrôlée.

En cas de remplacement d'un réservoir par un nouveau réservoir, le nouveau réservoir et ses équipements annexes sont conformes aux prescriptions des articles 1 à 15 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes susvisé.

En cas de transformation d'un réservoir, les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 précité seront applicables selon les modalités énoncées aux alinéas 2, 3 et 4 de son article 22.

#### **ARTICLE 9.6.3 : MESURES A PRENDRE EN CAS D'ARRET MOMENTANE OU DEFINITIF DE L'UTILISATION D'UN RESERVOIR**

Lors d'une mise à l'arrêt définitive de l'installation, les réservoirs et les tuyauteries sont dégazés et nettoyés par une entreprise dont la conduite d'une démarche sécurité a fait l'objet d'un audit par rapport à un référentiel reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les réservoirs sont ensuite retirés ou à défaut, neutralisés par un solide physique inerte.

Le solide utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de l'enveloppe interne du réservoir et possède une résistance suffisante et durable pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Lors de toute interruption d'activité de l'installation d'une durée supérieure à trois mois, une neutralisation est mise en œuvre. Cette neutralisation peut être à l'eau lorsque la durée de cette interruption d'activité est inférieure à vingt-quatre mois.

---

### **TITRE 10 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

#### **CHAPITRE 10.1 – PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

##### **ARTICLE 10.1.1 – PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

## ARTICLE 10.1.2 – MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du Code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## CHAPITRE 10.2 – MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

### ARTICLE 10.2.1 – AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

#### Article 10.2.1.1 – Autosurveillance des rejets atmosphériques par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

##### Rejets canalisés

☐ vapeurs issues du local technique abritant l'installation de traitement de surface et du tunnel de dégraissage associé, émissions des étuves de séchage associées (hors brûleur)

L'autosurveillance des rejets dans l'air des installations de traitement de surface porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment, au moins une fois par an, de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions selon les normes en vigueur **au niveau de chaque exutoire** sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations et selon les fréquences récapitulées dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	Annuelle
Poussières	Annuelle
SO <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub>	Annuelle
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	Annuelle
Acidité totale exprimée en H	Annuelle
HF exprimé en F	Annuelle
HCl	Annuelle
Alcalins exprimés en OH	Annuelle
NH <sub>3</sub>	Annuelle
Mn	Annuelle
Ni	Annuelle
Zn	Annuelle

L'échantillon représentatif sera prélevé lors d'une période d'utilisation du tunnel de dégraissage d'une part, et au cours d'une période de non utilisation de ce tunnel d'autre part.

Si les résultats d'analyses de surveillance indiquent que les SO<sub>x</sub>, le HCl, le Mn et le NH<sub>3</sub> ne sont présents qu'à l'état de traces dans les rejets, leur surveillance pourra être supprimée en accord avec l'inspection des installations classées.

#### Rejets canalisés

☐ cabines de peintures et étuves de séchage ou de cuisson associées.

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment, au moins une fois par an, de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement de l'installation et selon les fréquences récapitulées dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	Annuelle (1)
COV R45, 46, 49, 60, 61	Annuelle (1)
COV annexe III	

(1) uniquement en cas d'utilisation de produits présentant les phrases de risques R45, 46, 49, 60, 61 ou visés à l'annexe III

- l'estimation réalisée selon la même périodicité annuelle :
  - des émissions diffuses,
  - des quantités maximales rejetées pour les solvants mentionnés à l'article 3.2.5.1.

#### **ARTICLE 10.2.2 – AUTOSURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS D'EAU**

Les dispositifs de mesure totalisateurs équipant les ouvrages de prélèvement dans le réseau public font l'objet de relevés hebdomadaires. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit un bilan mensuel des utilisations d'eau à partir de ses relevés de consommation.

#### **ARTICLE 10.2.3 – AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

Pour le point de rejet ci-après, l'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets selon la fréquence minimale suivante :

Eaux pluviales issues du rejet vers le réseau communal de collecte des eaux pluviales  
☐ Repère : point de rejet n° 2 (tel que défini à l'article 4.3.5)

La surveillance des rejets dans le milieu récepteur des eaux pluviales collectées dans l'établissement porte sur les valeurs limites d'émissions selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations et selon les fréquences récapitulées dans le tableau suivant :

Paramètres	Type de suivi (ponctuel, moyen 24 heures, ...)	Fréquence
MES	moyen 24 heures	Annuelle
DCO	moyen 24 heures	Annuelle
DBO5	moyen 24 heures	Annuelle
Hydrocarbures totaux	moyen 24 heures	Annuelle
Métaux totaux	moyen 24 heures	Annuelle
Manganèse (1)	moyen 24 heures	Annuelle
Chrome VI (1)	moyen 24 heures	Annuelle
Chrome III (1)	moyen 24 heures	Annuelle
xylène(1)	moyen 24 heures	Annuelle
Toluène (1)	moyen 24 heures	Annuelle

(1) : si le second prélèvement met en évidence que les concentrations sont en dessous des seuils de détection, la surveillance systématique sur ces paramètres ne sera plus exigée.

Nota : Le type de suivi pourra être limité à un prélèvement ponctuel ou à un prélèvement moyen sur une durée inférieure à 24 heures si la réalisation d'un prélèvement moyen 24 heures s'avère impossible.

#### **ARTICLE 10.2.4 – AUTOSURVEILLANCE DES DECHETS**

Dans le but de répondre à l'obligation de déclaration annuelle, l'exploitant assure en permanence le suivi de la production de déchets dangereux issue de l'ensemble des activités de son établissement.

Sur le document permettant d'assurer ce suivi, l'exploitant mentionne le code déchet et la dénomination du déchet, les quantités produites en tonnes par an et la nature des opérations d'élimination ou de valorisation de ces déchets et le lieu de ces opérations. L'exploitant précise si la détermination des quantités mentionnées est basée sur une mesure, un calcul ou une estimation. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, l'exploitant indique en outre le nom et l'adresse de l'entreprise qui procède à la valorisation ou à l'élimination des déchets ainsi que l'adresse qui réceptionne effectivement les déchets

#### **ARTICLE 10.2.5 – AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

### **CHAPITRE 10.3 – SUIVI – INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 10.3.1 – ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2 du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## **ARTICLE 10.3.2 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE**

### **Article 10.3.2.1 – Emissions atmosphériques, prélèvements d'eau et rejets aqueux**

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit à l'issue de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.2.1, 10.2.2 et 10.2.3 du présent arrêté de l'année qui vient de s'achever.

Ce rapport contient au minimum :

- les résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.2.1 du présent arrêté (pour chaque exutoire et pour chaque paramètre : débit moyen rejeté, concentration moyenne du rejet, flux horaire rejeté, flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif, ... ) ;
- un bilan sur l'année écoulée des utilisations d'eau établi à partir des bilans mensuels prescrits à l'article 10.2.2. Un commentaire sur les économies réalisables doit accompagner ce bilan ;
- les résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.2.3 du présent arrêté (pour chaque exutoire et pour chaque paramètre : débit moyen rejeté, concentration moyenne du rejet, flux horaire rejeté, ... ) ;
- l'interprétation des résultats de la période considérée et les commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire ;
- des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance ;
- les résultats des mesures comparatives sur les trois dernières années.

Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans et est adressé avant la fin du mois de janvier de chaque année à l'inspection des installations classées.

En fonction des résultats de la surveillance des rejets, la liste des paramètres à surveiller et leur périodicité de surveillance pourront être modifiés après concertation avec l'inspection des installations classées.

### **Article 10.3.2.2 – Déchets**

L'exploitant doit établir et transmettre par voie informatique à l'inspection des installations classées une déclaration annuelle relative au suivi des déchets dangereux. Cette déclaration reprend les éléments du document de suivi établi par l'exploitant fixés à l'article 10.2.4 du présent arrêté.

### **Article 10.3.2.3 – Niveaux sonores**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.5 du présent arrêté sont tenus à disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

## **CHAPITRE 10.4 – BILANS PERIODIQUES**

### **ARTICLE 10.4.1 – BILANS ET RAPPORTS ANNUELS**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, l'exploitant déclare au ministre chargé de l'inspection des installations classées, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air (notamment les COV non méthaniques) et dans l'eau, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant des accidents ;
- des quantités de déchets produites comme mentionné à l'article 10.2.4.

Cette déclaration se fait par voie électronique suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées. L'exploitant précise si la détermination des quantités déclarées est basée sur une mesure, un calcul ou une estimation. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants, notamment par les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans le présent arrêté, des calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées ces informations pendant une durée de cinq ans.

---

## **TITRE 11 – ECHEANCES**

---

Les aménagements suivants devront être réalisés à compter de la notification du présent arrêté suivant les délais énoncés ci-après :

- 3 mois :
  - article 8.6.8.2 : transmission de la note du calcul du volume des premiers flots de la pluie annuelle et de celui des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées ;
- Avant le 31 décembre 2010 :
  - article 4.1.2 : protection du réseau AEP par la pose d'un disconnecteur sur le branchement alimentant les usages techniques d'une part, et sur le réseau aliment les deux R.I.A. d'autre part,
  - article 9.7.1 : remplacement des deux réservoirs enterrés de fioul domestique ;
- 2 ans :
  - article 4.3.2.2 : suppression des puisards,
  - article 4.3.3.2 : imperméabilisation des secteurs non revêtus soit, une superficie de 8332 m<sup>2</sup>,
  - article 4.3.3.2 : traitement des eaux pluviales collectées sur les aires imperméabilisées,
  - article 8.6.5 : réalisation des dispositions relatives au désenfumage et au flocage sous toiture ou, à défaut, mise en conformité des ressources en eaux pour la lutte contre un incendie conformément à l'article 8.6.2 avec création d'une réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie si nécessaire,
  - article 8.6.8.2 : mise en place d'un bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction d'incendie,
- Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 :
  - article 8.3.5 : mises en conformité éventuelles mentionnées dans l'analyse sur le risque foudre à réaliser avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## ARTICLE 12 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de CAEN. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Faute pour l'exploitant de se conformer au présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales encourues et des sanctions administratives prévues à l'article L.514 -1 et L514-2 du Code de l'Environnement.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'Environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constituera un délit.

## ARTICLE 13 - PUBLICATION

Un extrait de la présente autorisation, comportant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant un mois à la porte des la mairies d'ALENCON et de DAMIGNY avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans les locaux de l'installation par les soins de la société CARRIER Carrosserie.

Un avis sera inséré par les soins de la Préfecture dans deux journaux du département, aux frais du pétitionnaire.

## ARTICLE 14 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie, inspecteur des installations classées en matière industrielle, les Maires d'ALENCON et de DAMIGNY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIER Carrosserie.

Alençon, le

03 NOV. 2009

LE PREFET

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

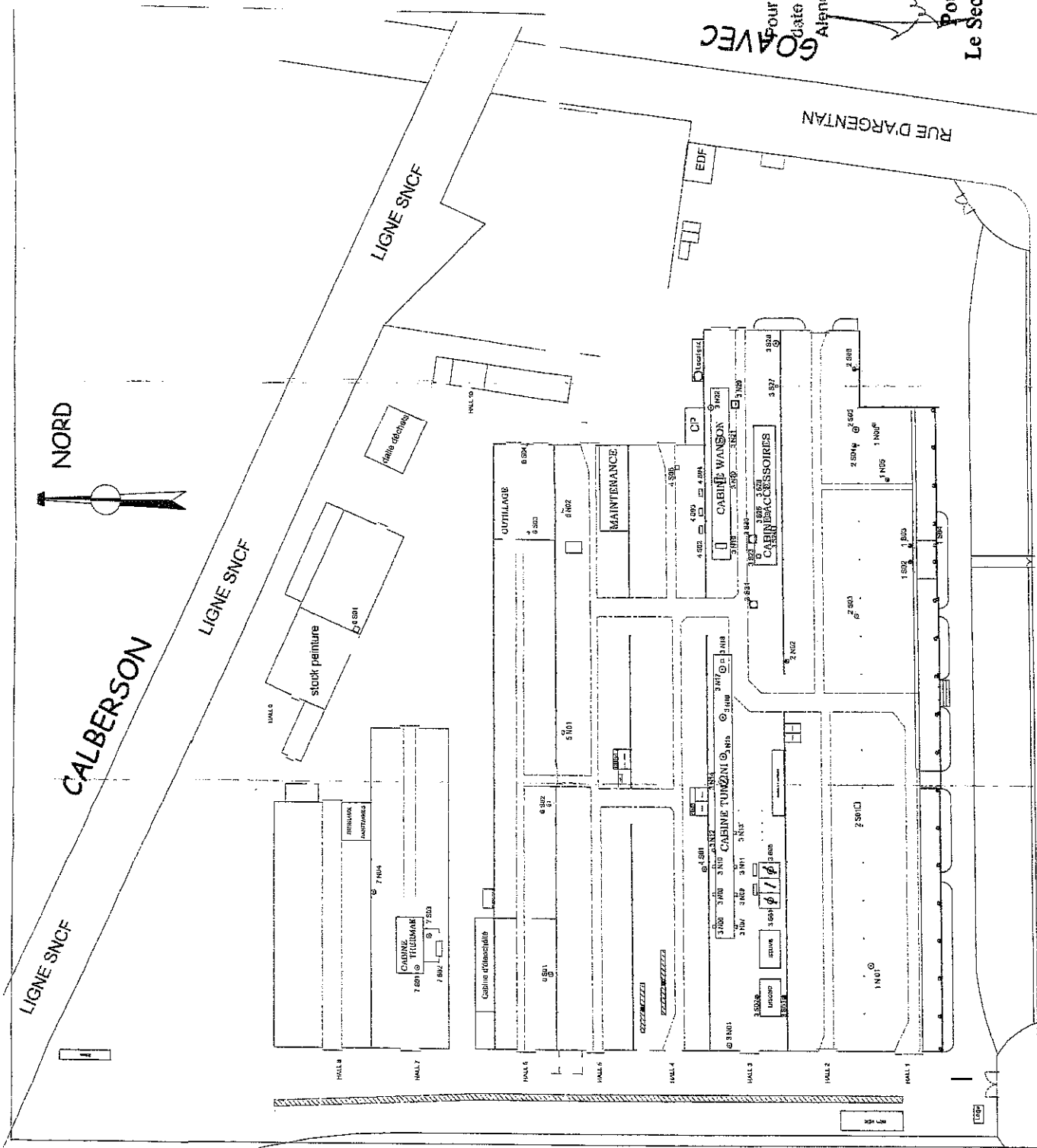
Raymond Alexis JOURDAIN

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
À L'ORIGINAL  
Le Directeur



Patrick CHANTEPIE

**CALBERSON**



60 AVEC  
pour être annexé à mon arrêté en  
date de ce jour.  
Alençon le : 03 NOV 2009  
Le Préfet,

**Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général**

Raymond Alexis Jourdain

